

# «Le CFC n'est pas un aboutissement»

► **Pour maintenir les capacités de l'industrie suisse**, près de 17 000 personnes devraient être engagées dans les professions techniques, selon une étude de Swissmem.

► **La pénurie de main-d'œuvre qualifiée** dans ce domaine a été largement évoquée hier lors d'une rencontre organisée au Salon interjurassien de la formation à Moutier sous l'égide de #bepog, programme de valorisation.

► **La promotion des métiers techniques** devrait intervenir à l'école obligatoire déjà, en mettant en avant les nombreuses perspectives qu'ils offrent.

► **C'est l'avis des directeurs** du ceff industrie Thierry Voumard et de la division technique du CEJEF Jean Amman qui défendent l'apprentissage et les écoles de métiers.

La question de la relève dans les professions techniques représente un enjeu majeur dans l'Arc jurassien, région fortement industrialisée. Alors que les emplois se sont considérablement développés dans ce secteur, avec un niveau technologique et des exigences toujours plus pointues, les entreprises peinent aujourd'hui à trouver suffisamment de main-d'œuvre quali-



Les directeurs du ceff industrie Thierry Voumard (à gauche) et de la division technique du CEJEF Jean Amman insistent: le CFC n'est pas un aboutissement pour celle ou celui qui désire aller plus loin. PHOTO STÉPHANE GERBER

fiée, condition sine qua non à leur développement. Secteur industriel délaissé par les jeunes, manque d'ingénieurs, départs en retraite non compensés et surtout image négative des métiers techniques: tel est le constat de départ établi hier par Pierre-Yves Kohler, directeur de FAJI SA. Devant un parterre d'invités au Salon de la formation à Moutier, ce dernier a toutefois évoqué les actions entreprises au niveau de l'Arc jurassien, projet #bepog en tête (voir ci-contre).

## Le rôle des enseignants

Le manque de relève inter- pella également dans les éco-

les du secondaire II. Le directeur de la division technique du CEJEF Jean Amman (JU) et le directeur du ceff industrie Thierry Voumard (BE) perçoivent tous deux des difficultés à recruter des candidats dans certaines professions. «Souvent une question d'image», concède le premier nommé. Mais à qui la faute? Si les mentalités semblent évoluer peu à peu du côté des parents, un grand travail reste à accomplir chez les enseignants de l'école obligatoire. «Ils ont un rôle majeur. Aujourd'hui, on voit encore une muraille entre élèves et professeurs. Ces derniers ne pensent pas

toujours qu'un écolier qui a des capacités, niveau pré-gymnasial par exemple, a d'autres possibilités que de suivre la voie académique. Des possibilités qui mobiliseront tout autant ses compétences», détaille Thierry Voumard.

## Une alternative

Le message peine encore à passer même si des prises de conscience sont déjà observées dans certaines écoles secondaires. Les deux directeurs soulignent encore l'importance des écoles de métiers, trop souvent opposées par le passé au système dual. «Dans le

Jura, nous avons aujourd'hui 150 à 200 entreprises partenaires qui nous permettent d'organiser des stages pratiques avec une grande flexibilité, explique Jean Amman. Certaines entreprises de petite taille n'ont pas les moyens de former des jeunes. L'école de métiers est une alternative intéressante pour toutes les parties.»

Pour Thierry Voumard, les écoles de métiers permettent surtout de former en permanence, même en période de basse conjoncture où les places d'apprentissage sont plus rares. «Elles agissent ainsi

comme des tampons, assurant la formation de nouveaux éléments prêts à entrer sur le marché du travail quand l'économie redémarre.»

Dans leur message à l'adresse des jeunes, des parents et des enseignants, les deux hommes rappellent enfin: «Le CFC n'est pas un aboutissement pour celui qui a les compétences et la volonté d'aller plus loin.» Jean Amman conclut: «Le fait d'acquérir des compétences pratiques au préalable est aussi une chance supplémentaire en termes d'employabilité.»

OLIVIER ZAHNO